

## CE QU'IL FAUT RETENIR du chapitre 1 : LES PRÉVISIONS MONDIALES

### Les points clés

- *L'invasion de l'Ukraine par la Russie a provoqué une catastrophe humanitaire, un sévère ralentissement économique régional et d'importantes retombées à l'échelle mondiale qui amplifient les tensions préexistantes dues à la pandémie, dont notamment des blocages persistants du côté de l'offre et une inflation en hausse.*
- *Dans ce contexte difficile, la croissance mondiale devrait fortement s'essouffler, passant de 5,7 % en 2021 à 2,9 % en 2022 et 3 % en 2023-2024.*
- *Les effets de la guerre en Ukraine — en particulier des pressions inflationnistes plus fortes et un rythme de resserrement monétaire plus rapide que prévu — expliquent en grande partie la révision à la baisse de 1,2 point de pourcentage des prévisions de croissance de cette année.*
- *Après le coup porté à l'activité mondiale en 2022, aucun véritable sursaut n'est prévu pour l'année prochaine et la croissance mondiale ne devrait que légèrement progresser pour atteindre 3 %.*
- *Les perspectives de croissance sont soumises à d'importants risques de détérioration, notamment l'intensification des tensions géopolitiques, une longue période de stagflation similaire à celle des années 1970, une instabilité financière grandissante due au renchérissement des emprunts et l'aggravation de l'insécurité alimentaire.*
- *Des interventions d'urgence sont nécessaires au niveau mondial pour atténuer les souffrances humaines croissantes causées par la guerre en Ukraine et les pénuries alimentaires à travers le monde.*
- *Une coopération internationale est également indispensable pour mettre un terme durable à la pandémie, notamment en facilitant la vaccination dans les pays les plus pauvres, et pour renforcer la sécurité énergétique mondiale en accélérant la transition vers des sources d'énergie à faible teneur en carbone.*
- *La flambée des prix de l'énergie et des denrées alimentaires et le durcissement des conditions financières peuvent être atténués en partie par des mesures visant à garantir l'indépendance des banques centrales et par une aide ciblée sur les ménages vulnérables, plutôt que par le contrôle des prix des denrées alimentaires et de l'énergie qui risque d'être inefficace et coûteux.*
- *Pour remédier aux dommages infligés par la pandémie et la guerre en Ukraine, il faudra prendre des mesures pour empêcher la fragmentation des circuits commerciaux, investir dans l'éducation et les technologies numériques, et promouvoir la participation de la population à la vie active en menant des politiques d'intervention publique sur le marché du travail.*

**Activité mondiale : une reprise timide.** L'invasion de l'Ukraine par la Russie a non seulement entraîné une catastrophe humanitaire, mais aussi un sévère ralentissement régional et d'importantes retombées négatives au niveau mondial. En conséquence, l'économie mondiale devrait connaître sa plus forte décélération après un rebond post-récession en plus de 80 ans. La croissance dans le monde devrait retomber de 5,7 % en 2021 à 2,9 % en 2022, dans un contexte marqué par la guerre en Ukraine et ses répercussions sur l'activité et le commerce, et par l'abandon des mesures de

relance sur fond de forte inflation (figure A). Les projections de croissance pour 2022 ont été revues à la baisse pour la plupart des économies (figure B). Après le coup porté à l'activité mondiale en 2022, aucun véritable sursaut n'est prévu pour l'année prochaine. La croissance mondiale ne devrait que légèrement progresser pour atteindre un taux de 3 % en 2023, car de nombreux facteurs défavorables devraient persister, en particulier les prix élevés des produits de base et la poursuite du resserrement des politiques monétaires. Les pertes cumulées de l'activité mondiale par rapport à la tendance antérieure à la pandémie devraient continuer à s'aggraver sur la période de prévision, notamment parmi les économies émergentes et en développement importatrices de produits de base.

**Perspectives pour les économies émergentes et en développement : un très net ralentissement.** Dans les économies émergentes et en développement, la production devrait presque diminuer de moitié, reculant de 6,6 % en 2021 à 3,4 % en 2022, soit bien en dessous de la moyenne annuelle de 4,8 % sur la période 2011-2019. Ce recul reflète en partie les retombées de l'invasion de l'Ukraine par la Russie qui entraînera une profonde contraction de l'activité dans la région Europe et Asie centrale, des perturbations commerciales, une volatilité des prix des matières premières, une hausse du coût des intrants et un effritement de la confiance. Ces conséquences accentuent une conjoncture déjà défavorable à la croissance et marquée notamment par l'augmentation des pressions inflationnistes, le resserrement des conditions financières, l'abandon progressif des mesures de soutien budgétaire et monétaire, et le ralentissement de la demande extérieure. Ce coup de frein dans les économies émergentes et en développement pèse aussi sur la croissance du revenu par habitant, qui devrait passer de 5,4 % en 2021 à 2,3 % en 2022. Cette prévision représente une baisse de près de 5 % par rapport à la tendance antérieure à la pandémie, de nombreux pays s'écartant désormais davantage des niveaux des économies avancées (figure C).

**Risques sur les prévisions : à la baisse.** La guerre en Ukraine a accru la probabilité de risques de détérioration extrêmes, dont beaucoup sont interdépendants. L'exacerbation des troubles géopolitiques pourrait déstabiliser davantage l'activité économique mondiale et, à plus long terme, entraîner une fragmentation des circuits commerciaux, financiers et d'investissement mondiaux. L'augmentation des prix de l'énergie au cours des deux dernières années — la plus importante depuis la crise pétrolière de 1973 — fait craindre pour l'économie mondiale le début d'une période de stagflation rappelant les années 1970 (figure D). Les pressions croissantes sur les prix pourraient imposer un resserrement monétaire beaucoup plus marqué que prévu actuellement, ce qui entraînerait des tensions financières généralisées. Les pénuries alimentaires pourraient s'aggraver et déclencher des troubles sociaux, tandis que de nouveaux variants plus virulents de la COVID-19 risquent d'apparaître et de perturber l'activité économique. La matérialisation simultanée de plusieurs de ces risques baissiers pourrait ainsi provoquer une chute plus marquée de l'activité mondiale en 2022 et sa réduction de moitié en 2023 (figure E).

**Difficultés macroéconomiques : durcissement des conditions financières et insoutenabilité de la dette.** L'invasion de l'Ukraine par la Russie et la poussée inflationniste qui en résulte ne font qu'accélérer le rythme du resserrement monétaire dans beaucoup d'économies avancées comme dans les économies émergentes et en développement. De nombreuses banques centrales de ces derniers pays doivent combattre une inflation élevée à un moment où la reprise cyclique après la pandémie est fragile et incomplète. Cette tâche est encore plus ardue dans les pays où les anticipations d'inflation sont moins bien ancrées et où la crédibilité de la politique monétaire est



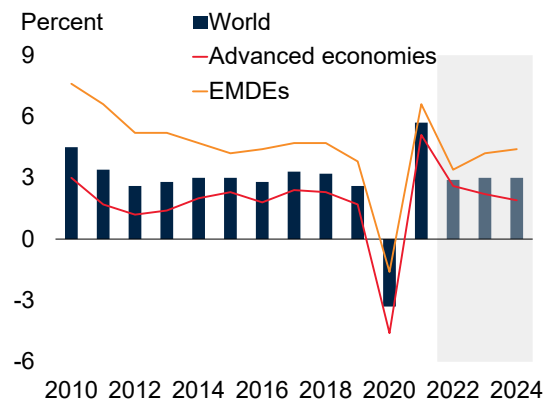
moindre. À mesure que les banques centrales des économies avancées atténuent leurs politiques monétaires accommodantes, la volatilité des flux de capitaux et la dépréciation de la monnaie peuvent poser des défis supplémentaires aux responsables publics des économies émergentes et en développement. En effet, la capacité des autorités budgétaires à fournir un soutien sera fortement limitée par le durcissement des conditions financières et le renchérissement des emprunts, dans un contexte d'endettement élevé et de réduction de la marge de manœuvre politique. La dette était déjà insoutenable pour nombre de ces pays avant la guerre en Ukraine, et leur viabilité budgétaire risque d'être encore compromise par des perspectives de croissance plus faibles et des coûts d'emprunt plus élevés.

**Priorités de politiques structurelles : lutte contre l'insécurité alimentaire et la fragmentation des échanges, promotion de l'éducation et de la participation au marché du travail.** Dans les économies émergentes et en développement, la pandémie et la guerre en Ukraine sont venues aggraver de nombreux problèmes de plus long terme. Il est essentiel de renforcer la résistance à la volatilité des prix des denrées alimentaires, car cette guerre a intensifié l'insécurité alimentaire dans beaucoup de ces pays (figure F). Dans la mesure du possible, les responsables politiques devraient s'abstenir de répondre à la hausse des prix des produits de base en ajoutant encore de nouvelles mesures de contrôle des prix, mais plutôt élargir la portée des filets de protection sociale, diversifier les sources alimentaires et accélérer la transition vers des énergies sobres en carbone. Ils devraient par ailleurs prévenir le risque d'une hausse du coût des échanges liée à la fragmentation des circuits commerciaux et financiers, notamment en mettant en place des mesures destinées à renforcer la résilience des échanges et à promouvoir la diversification. Enfin, les responsables publics devraient accélérer le rythme de la vaccination et traiter les séquelles de la pandémie sur les perspectives de croissance, y compris en encourageant les investissements dans l'éducation et l'amélioration de la participation de la population à la vie active en menant des politiques d'intervention sur le marché du travail, en particulier en faveur des femmes.

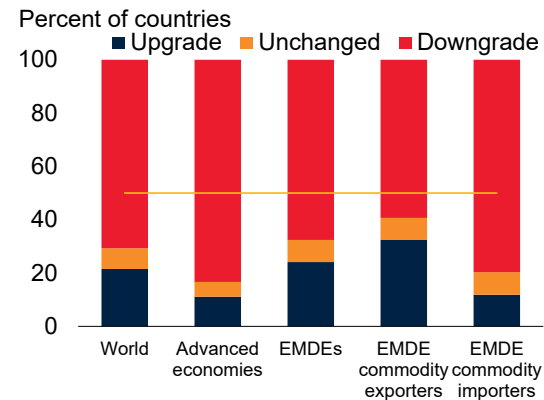
## Les perspectives de croissance mondiale et les défis de l'action publique en six graphiques

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a considérablement accéléré le ralentissement prévu de la croissance mondiale. Les prévisions pour cette année ont été revues à la baisse pour la plupart des pays, et la progression des économies émergentes et en développement vers les niveaux de revenu par habitant des économies avancées a été freinée. La flambée des prix de l'énergie et des denrées alimentaires accroît le risque d'une période prolongée de stagflation rappelant les années 1970. La croissance mondiale pourrait être considérablement affaiblie si les principales menaces se concrétisaient. Pour faire face à l'insécurité alimentaire grandissante, les responsables publics des économies émergentes et en développement devraient déployer des mesures de soutien ciblées plutôt que de multiplier les politiques de contrôle de prix, qui ont des effets de distorsion et sont déjà très répandues.

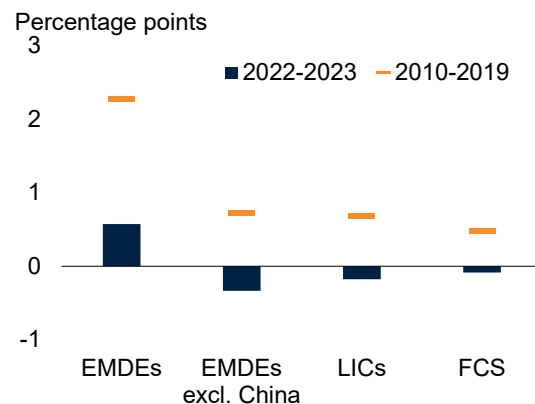
### A. Croissance mondiale



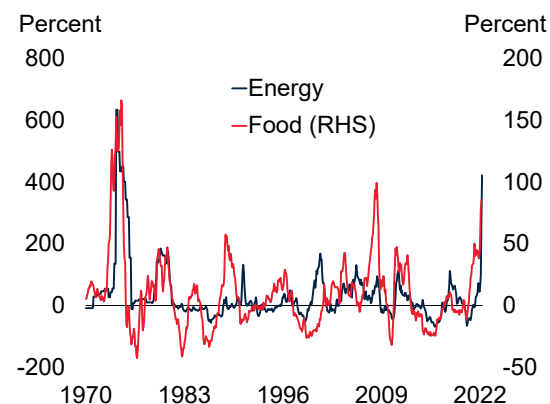
### B. Révision des projections de croissance pour 2022



### C. Croissance du revenu par habitant des EMDE par rapport à la moyenne des économies avancées



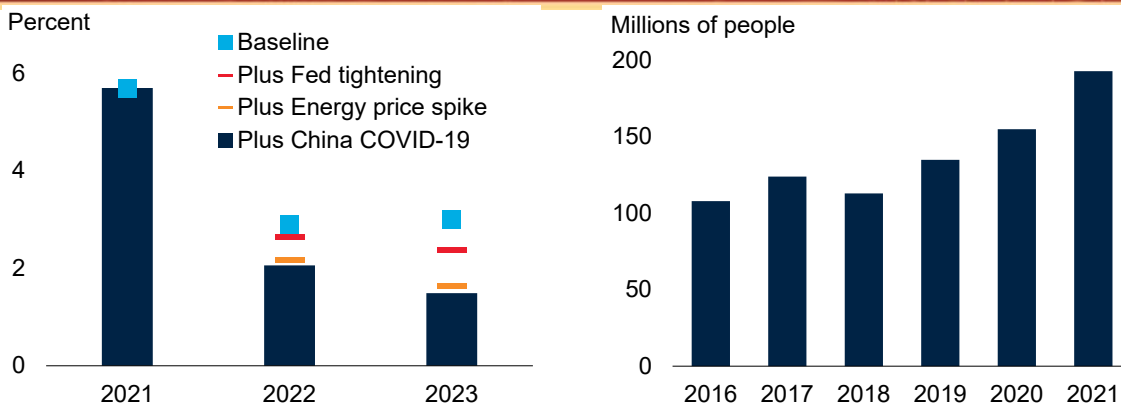
### D. Prix de l'énergie et de l'alimentation



### E. Scénarios de croissance mondiale

### F. Insécurité alimentaire

# Global Economic Prospects



Sources : Bloomberg ; Consensus Economics ; Eurostat (base de données) ; FSIN et GNAFC (2022) ; Haver Analytics ; Fonds monétaire international ; Oxford Economics ; Banque mondiale.

Note : EMDE = économies de marché émergentes et en développement ; LIC = pays à faible revenu ; FCS = situations de fragilité et de conflit. Sauf indication contraire, les agrégats sont calculés sur la base de pondérations du PIB réel en dollars aux prix et taux de change moyens du marché sur la période 2010-2019.

A. Les parties grisées correspondent à des prévisions.

Les révisions des projections correspondent à l'évolution des prévisions de croissance pour 2022 entre les éditions de janvier et de juin 2022 des *Perspectives économiques mondiales*.

C. La croissance relative du revenu par habitant correspond à l'écart de croissance du PIB par habitant entre chaque groupe d'EMDE et les économies avancées.

D. Le graphique montre la variation en pourcentage des indices mensuels des prix de l'énergie et de l'alimentation sur une période de 24 mois, ce qui facilite la comparaison du creux d'avril 2020 avec les données les plus récentes (mars 2022). En raison du manque de données avant 1979, l'évolution des prix de l'énergie est représentée par la variation des cours du pétrole.

E. Les simulations sont fondées sur le modèle économique mondial d'Oxford Economics. Les scénarios se cumulent de façon linéaire.

F. Données issues du Rapport mondial sur les crises alimentaires 2022 du Réseau d'information sur la sécurité alimentaire (FSIN).



# Global Economic Prospects

**TABLE 1.1 Real GDP<sup>1</sup>**

(Percent change from previous year)

	2019	2020	2021e	2022f	2023f	2024f	Percentage point differences from January 2022 projections	
							2022f	2023f
<b>World</b>	<b>2.6</b>	<b>-3.3</b>	<b>5.7</b>	<b>2.9</b>	<b>3.0</b>	<b>3.0</b>	<b>-1.2</b>	<b>-0.2</b>
<b>Advanced economies</b>	<b>1.7</b>	<b>-4.6</b>	<b>5.1</b>	<b>2.6</b>	<b>2.2</b>	<b>1.9</b>	<b>-1.2</b>	<b>-0.1</b>
United States	2.3	-3.4	5.7	2.5	2.4	2.0	-1.2	-0.2
Euro area	1.6	-6.4	5.4	2.5	1.9	1.9	-1.7	-0.2
Japan	-0.2	-4.6	1.7	1.7	1.3	0.6	-1.2	0.1
<b>Emerging market and developing economies</b>	<b>3.8</b>	<b>-1.6</b>	<b>6.6</b>	<b>3.4</b>	<b>4.2</b>	<b>4.4</b>	<b>-1.2</b>	<b>-0.2</b>
East Asia and Pacific	5.8	1.2	7.2	4.4	5.2	5.1	-0.7	0.0
China	6.0	2.2	8.1	4.3	5.2	5.1	-0.8	-0.1
Indonesia	5.0	-2.1	3.7	5.1	5.3	5.3	-0.1	0.2
Thailand	2.2	-6.2	1.6	2.9	4.3	3.9	-1.0	0.0
Europe and Central Asia	2.7	-1.9	6.5	-2.9	1.5	3.3	-5.9	-1.4
Russian Federation	2.2	-2.7	4.7	-8.9	-2.0	2.2	-11.3	-3.8
Turkey	0.9	1.8	11.0	2.3	3.2	4.0	0.3	0.2
Poland	4.7	-2.2	5.9	3.9	3.6	3.7	-0.8	0.2
Latin America and the Caribbean	0.8	-6.4	6.7	2.5	1.9	2.4	-0.1	-0.8
Brazil	1.2	-3.9	4.6	1.5	0.8	2.0	0.1	-1.9
Mexico	-0.2	-8.2	4.8	1.7	1.9	2.0	-1.3	-0.3
Argentina	-2.0	-9.9	10.3	4.5	2.5	2.5	1.9	0.4
Middle East and North Africa	0.9	-3.7	3.4	5.3	3.6	3.2	0.9	0.2
Saudi Arabia	0.3	-4.1	3.2	7.0	3.8	3.0	2.1	1.5
Iran, Islamic Rep. <sup>3</sup>	-6.8	3.4	4.1	3.7	2.7	2.3	1.3	0.5
Egypt, Arab Rep. <sup>2</sup>	5.6	3.6	3.3	6.1	4.8	5.0	0.6	-0.7
South Asia	4.1	-4.5	7.6	6.8	5.8	6.5	-0.8	-0.2
India <sup>3</sup>	3.7	-6.6	8.7	7.5	7.1	6.5	-1.2	0.3
Pakistan <sup>2</sup>	3.1	-0.9	5.7	4.3	4.0	4.2	0.9	0.0
Bangladesh <sup>2</sup>	7.9	3.4	6.9	6.4	6.7	6.9	0.0	-0.2
Sub-Saharan Africa	2.6	-2.0	4.2	3.7	3.8	4.0	0.1	0.0
Nigeria	2.2	-1.8	3.6	3.4	3.2	3.2	0.9	0.4
South Africa	0.1	-6.4	4.9	2.1	1.5	1.8	0.0	0.0
Angola	-0.7	-5.2	0.7	3.1	3.3	3.2	0.0	0.5
<b>Memorandum items:</b>								
<b>Real GDP<sup>1</sup></b>								
High-income countries	1.7	-4.6	5.1	2.7	2.2	2.0	-1.1	-0.2
Middle-income countries	4.0	-1.3	6.8	3.3	4.2	4.5	-1.3	-0.3
Low-income countries	4.8	1.9	3.9	4.1	5.3	5.7	-0.8	-0.6
EMDEs excluding Russian Federation and Ukraine	3.9	-1.5	6.7	4.2	4.5	4.5	-0.5	0.0
EMDEs excluding China	2.5	-4.0	5.6	2.7	3.4	4.0	-1.5	-0.4
Commodity-exporting EMDEs	1.8	-3.8	4.8	1.2	2.6	3.2	-2.1	-0.5
Commodity-exporting EMDEs excluding Russian Federation and Ukraine	1.8	-4.0	4.8	3.7	3.3	3.4	0.3	-0.1
Commodity-importing EMDEs	4.9	-0.4	7.5	4.4	4.9	5.0	-0.8	-0.1
Commodity-importing EMDEs excluding China	3.2	-4.2	6.6	4.6	4.5	4.9	-0.7	-0.1
EM7	4.5	-0.5	7.3	3.3	4.3	4.7	-1.5	-0.4
World (PPP weights) <sup>4</sup>	2.9	-3.0	6.0	3.1	3.4	3.5	-1.3	-0.2
<b>World trade volume<sup>5</sup></b>	<b>1.4</b>	<b>-8.0</b>	<b>10.3</b>	<b>4.0</b>	<b>4.3</b>	<b>3.8</b>	<b>-1.8</b>	<b>-0.4</b>
<b>Commodity prices<sup>6</sup></b>								
Oil price	-9.9	-33.9	66.5	42.0	-8.0	-13.0	35.0	3.8
Non-energy commodity price index	-4.2	3.3	32.7	17.9	-8.1	-3.1	19.9	-4.1

Source: World Bank.

1. Headline aggregate growth rates are calculated using GDP weights at average 2010-19 prices and market exchange rates. The aggregate growth rates may differ from the previously published numbers that were calculated using GDP weights at average 2010 prices and market exchange rates. Data for Afghanistan and Lebanon are excluded.

2. GDP growth rates are on a fiscal year basis. Aggregates that include these countries are calculated using data compiled on a calendar year basis. Pakistan's growth rates are based on GDP at factor cost. The column labeled 2022 refers to FY2021/22.

3. GDP growth rates are on a fiscal year basis. Aggregates that include these countries are calculated using data compiled on a calendar year basis. The column labeled 2022 refers to FY2022/23.

4. World growth rates are calculated using average 2010-19 purchasing power parity (PPP) weights, which attribute a greater share of global GDP to emerging market and developing economies (EMDEs) than market exchange rates.

5. World trade volume of goods and nonfactor services.

6. Oil price refers to the Brent crude oil benchmark. The non-energy index is the weighted average of 39 commodity prices (7 metals, 5 fertilizers, and 27 agricultural commodities). For additional details, please see <https://www.worldbank.org/commodities>.

Note: e = estimate; f = forecast. World Bank forecasts are frequently updated based on new information. Consequently, projections presented here may differ from those contained in other World Bank documents, even if basic assessments of countries' prospects do not differ at any given date. For the definition of EMDEs, commodity exporters, and commodity importers, please refer to table 1.2. EM7 includes Brazil, China, India, Indonesia, Mexico, the Russian Federation, and Turkey. The World Bank is currently not publishing economic output, income, or growth data for Turkmenistan and República Bolivariana de Venezuela owing to lack of reliable data of adequate quality. Turkmenistan and República Bolivariana de Venezuela are excluded from cross-country macroeconomic aggregates.